

Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

1G septembre 2016



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 12 septembre
2016

Plaisir + indépendance + reconnaissance + un salaire = créer son entreprise (505 mots)

par yannick boucher economie@lavoixdunord.fr Lille. À chaque salon, depuis dix ans, le rappel de la mobilisation. Car créer...

Page 6

L'union

lundi 12 septembre
2016

FM logistic recrute à Épaulx-Bézu (420 mots)

C'est simple. À ce jour nous n'avons pas un client sur le territoire qui embauche autant.» Sylvain Minon et Cécile Thuillot...

Page 7

L'union

lundi 12 septembre
2016

Une extension de 20000 m2 sur le site d'Épaulx-Bézu (316 mots)

Inaugurée par les équipes travaillant sur le site et la direction vendredi 9 septembre, une extension de 20000 m2 d'entrepôt...

Page 8

VP3 - FUSION, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES...

(1 article)

LA VOIX DU NORD

lundi 12 septembre
2016

6]YblEhi bY'a Ugc b fÅ] jcbUY

LYWbXjXhXj Ybi dfAgXbhXY~UFÅ] jcb Xg< U hg Xl: fUWZLU jYf 6YHfUbxZU Ujhdca lg'''

VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

(2 articles)

**Courrier
picard**

lundi 12 septembre
2016

Pour les générations futures (717 mots)

À l'intérieur de l'enceinte de la ferme des Mille vaches, Michel Welter, son directeur, fait les cent pas. Il écoute, tout ...

Page 12

**Courrier
picard**

lundi 12 septembre
2016

« Cette ferme doit fermer »(231 mots)

Êtes-vous ici à titre privé ou comme membre du gouvernement? Je suis là parce que j'ai toujours été là, j'ai porté cette lu...

Page 13

VP8 - CULTURE

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 12 septembre
2016

Une deuxième saison dans la région pour la série « La Vie devant elles » (524 mots)

par Sébastien Leroy sebastienleroy@lavoixdunord.fr Région. 1Ça raconte quoi, déjà, « La Vie devant elles » ? Lors de la premiè...

Page 15

LA VOIX DU NORD

lundi 12 septembre
2016

Une Nordiste s'installe dans le PAF (282 mots)

La série de Josée Dayan, Capitaine Marleau, n'est pas tournée dans notre région, et pourtant le Nord y est bien présent. Ca...

Page 10

VP10 - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, UNIVERSITÉS

(4 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 12 septembre
2016

Le Lilliad Learning Center : un lieu d'études, un lieu de vie

(535 mots)

Par Sabrina Khelil villeneuvevascq@lavoixdunord.fr Villeneuve-d'Ascq. Livres à perte de vue, silence de mort, mobilier aust...

Page 18

LA VOIX DU NORD

lundi 12 septembre
2016

Les aménagements se poursuivent (183 mots)

À la mi-octobre, le Lilliad Learning Center inaugurera un complexe événementiel doté d'amphithéâtres et de salles de confér...

Page 19

LesEchos

lundi 12 septembre
2016

Najat Vallaud-Belkacem : « Une loi en novembre, pour un master réformé à la rentrée 2017 » (1143 mots)

Question : Des tribunaux imposent aux universités d'inscrire en master des...

Page 20

LesEchos

lundi 12 septembre
2016

Une réforme attendue depuis 2002 (564 mots)

C'est « un problème que la droite comme la gauche ont ignoré » depuis quatorze ans, regrette Jean Chambaz, le président de l'université Pie...

Page 22

VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

vendredi 9 septembre
2016

Deux magistrats en plus en raison de la suractivité liée aux migrants (376 mots)

PAR HÉLÈNE LANCIAL boulogne@lavoixdunord.fr BOULOGNE-sur-mer. « Ce n'est pas un luxe ». Pour Xavier Puel, président du tribun...

Page 24

Mur végétalisé : la préfète répond à Natacha Bouchart (140 mots)

Calais. La construction d'un mur végétalisé pour empêcher les migrants de grimper sur des camions à destination de la Grand...

Page 25

POLITIQUE RÉGIONALE

(3 articles)

Une rentrée en forme de bilan pour XB (437 mots)

Un cadre champêtre, des échanges politiques, des frites, de la bière et une ambiance détendue. Nous ne sommes pas à la fête...

Page 27

Ces candidats prêts pour les élections législatives 2017

(465 mots)

Les premiers candidats aux élections législatives, en juin, se font connaître. Investis, ou presque, par leur parti, ils so...

Page 28

Des candidats du mouvement d'Emmanuel Macron (127 mots)

Les investitures socialistes auront lieu en octobre. « Ce sont des décisions de groupe », précise Carole Berlemont, conseillère...

Page 29

POLITIQUE NATIONALE

(3 articles)

Copé promet la rupture avec la France de 2007 et celle de 2012

(1024 mots)

DROITE Jean-François Copé a été patient. Peu pariaient sur le retour en politique de l'ancien président de l'UMP, re...

Page 31

Sécurité : NKM propose « une troisième voie »(719 mots)

DROITE Qualifiée pour participer à la primaire de la droite, Nathalie Kos-ciusko-Morizet dessine l'orientation de sa...

Page 33

La gauche du PS ressort l'idée d'une grande primaire (544 mots)

La perspective d'une défaite l'an prochain aidant, l'idée d'une grande pri...

Page 34

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

Plaisir + indépendance + reconnaissance + un salaire = créer son entreprise

Par Yannick Boucher, economie@lavoixdunord.fr
Lille. À chaque salon, depuis dix ans, le rappel de la mobilisation. Car créer son entreprise pour, souvent, créer son propre emploi a du sens dans un Nord - Pas-de-Calais à 250 000 chômeurs. Et il y a de la marge. En Hauts-de-France, 54 entreprises sont créées chaque année pour 10000 habitants contre 70 en moyenne nationale. On fait quoi? C'est l'intérêt de ce salon à près d'un million d'euros dont 280000 financés par l'Union européenne qui marque son souci de promouvoir l'événement éco de la rentrée à Lille Grand Palais avec ses 125 ateliers recentrés business et réseaux, ses 1 000 experts, ses 172 exposants et surtout ses résultats : un rendez-vous post-salon pour deux visiteurs - et ils étaient 17 000 l'an dernier. Pas mal. L'effort est aussi constant que considérable d'après Franck Seels, directeur délégué au

plan régional de la création et transmission d'entreprises (PRCTE). Si un habitant sur deux de la région se considère exclu ou hors champ de toute possibilité de création d'entreprises (« cela n'est pas pour moi »), plus de 36 000 personnes ont été informées de cette possibilité l'an passé, dont 8 000 ont créé leur petite affaire après les prises de rendez-vous dans les guichets accompagnateurs. Xavier Bertrand, président de Région, l'a d'ailleurs bien concédé lundi dernier devant 850 patrons : « Ce sont les entreprises et non les pouvoirs publics qui créent l'emploi. » Exact : Trois postes au bout de trois ans par entreprise créée dans l'artisanat, 17 % d'emploi généré à chaque entreprise créée et 26 % après un an d'activité (24 % en France). Au global, c'est sans doute le chiffre à retenir, 25 000 emplois directs nés chaque année de la création d'entreprises dans les Hauts-de-

France. Plus de 32 000 entreprises auront été créées en 2015 dans la grande région, c'est -7 % par rapport à 2014 mais -26 % d'auto-entrepreneurs (40 % des créations en 2015) et + 11 % de créations traditionnelles. On sait que 70 % des entreprises sont encore en vie après trois ans d'activité, qu'elles soient accompagnées ou non. Pas mal non plus. En conclusion, notre région n'a pas la culture de l'entrepreneuriat dans ses gènes. Trop de salariat, trop de grands établissements ayant trop longtemps figé les bassins d'emploi dans la mono activité. Mais quand on se réveille dans les années 2000, on rattrape vite son retard structurel. Mais pas encore assez vite. Il faut encore accélérer, en passant au salon. Vite. Les 12, 13 et 14 septembre à Lille Grand Palais. Programme sur www.saloncreer.com. ■



FM logistic recrute à Épaux-Bézu

C'est simple. À ce jour nous n'avons pas un client sur le territoire qui embauche autant.» Sylvain Minon et Cécile Thuillot, de l'équipe entreprise de Pôle emploi, sont en réunion sur le site FM logistic d'Épaux-Bézu dans la zone industrielle de l'Omois au nord de Château-Thierry. Face à eux, Renaud Clerbois, directeur de la plateforme spécialisée dans l'entreposage et le stockage et Florence Feisthauer, la responsable des ressources humaines, ils peaufinent l'organisation du prochain recrutement de 15 à 20 préparateurs de commandes en CDI. « On veut des gens qui s'investissent, motivés. Ici une fois que l'on est embauché on peut faire carrière. » Il sait de quoi il parle Renaud Clerbois. Originaire d'Essômes-sur-Marne il est entré en 1995 chez FM logistic comme cariste, un beau parcours.

« Nous ne demandons aucun prérequis pour travailler ici, même pas de CV », précise Florence Feisthauer qui supervise les 260 CDI du site, « En deux ans, nous avons embauché 53 personnes et avec l'extension qui est opérationnelle (voir ci-dessous), il nous manque encore 15 à 20 préparateurs de commandes en CDI » Alors Pôle emploi fait du sur-mesure : une réunion d'information pour les demandeurs, une évaluation de chacun selon la méthode de recrutement par simulation (MRS), un entretien de motivation avec la responsable RH de l'entreprise pour les candidats sélectionnés et enfin huit semaines complètes de formation avec immersion de quinze jours dans l'entreprise. Au final des huit semaines, une embauche en CDI, un permis CACES (niveau 1) de cariste et même un Certificat d'aptitude professionnel (CAP).

« Nous sommes sur un dispositif long, Les évaluations se font à partir des besoins de l'entreprise et les savoir-faire », explique Sylvain Minon, le conseiller Pôle emploi, « Tout le monde a sa chance. Séniors, juniors, hommes, femmes, réorientation, chômeur de longue durée, si vous êtes motivés, appelez ! », insiste-t-il. Le métier de préparateur de commandes à FM logistic d'Épaux-Bézu se fait sur le principe d'équipes en 3X8, matin, après-midi et nuit. L'entreprise favorise le covoiturage et une ligne de bus dessert le site aux heures de travail. Pascal Froidefond Pour participer à la réunion d'information : appeler au 0323506120 avant mardi 13 septembre à 16heures. ■



Une extension de 20000 m2 sur le site d'Épaux-Bézu

Inaugurée par les équipes travaillant sur le site et la direction vendredi 9 septembre, une extension de 20000 m2 d'entrepôts est opérationnelle à partir d'aujourd'hui sur la plateforme FM Logistic d'Épaux-Bézu. Construite et aménagée sur-mesure par NG concept une filiale d'ingénierie bâtiment intégrée à FM Logistic, l'extension vient s'ajouter au 34000 m2 déjà existants. 12 mètres de hauteur, 86 quais de chargement, 70000 emplacements, chez FM logistic le gigantisme ne fait pas peur ! Cette extension permettra à FM logistic de gérer au mieux les

stocks et les livraisons du client unique du site : l'enseigne de distribution Carrefour. « Nous stockons ici 22000 références, hors produits frais pour les 1700 magasins de l'enseigne Carrefour de l'hexagone. Cela représente environ 100000 colis jours et 100 à 150 camions », précise le directeur, Renaud Clerbois. La nouvelle extension présente 4 zones distinctes sécurisées « Seveso ». Une pour les produits inflammables (alcools), une pour les aérosols, une petite séparée pour les cosmétiques et une pour toutes les autres références. « Nous faisons aussi régulièrement appel au

travail intérimaire pendant nos pics d'activités qui sont la rentrée de septembre, Noël, le nouvel an chinois et le ramadan. » Deux agences d'intérim locales disposent d'ailleurs de bureaux sur place. Et ce n'est pas fini, FM logistic qui est sur tous les fronts de l'innovation a déjà d'autres projets dans les cartons, ici et autour de Château-Thierry (zone des Effaneaux à Montreuil-aux-Lions). C'est en toute discrétion que l'entreprise est en passe de devenir le premier employeur privé du sud de l'Aisne. ■



VP3 - FUSION,
ADMINISTRATION
GÉNÉRALE, AFFAIRES
JURIDIQUES...

BIENTÔT UNE MAISON RÉGIONALE

Le candidat devenu président de la Région des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, avait promis que la collectivité se rapprocherait des citoyens, dans un souci de proximité. D'où l'idée de créer une vingtaine de maisons régionales maillant les anciens territoires des régions Nord - Pas-de-Calais et Picardie. Eh bien, la première de ces maisons régionales devrait ouvrir ses portes, à Fourmies, d'ici à un mois. Plus exactement dans l'ancienne mairie après le départ du Pont Information Jeunesse (PIJ) vers la nouvelle médiathèque. La structure, ouverte à tous, sera donc le relais du conseil régional, sur le terrain.

VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

Pour les générations futures

À l'intérieur de l'enceinte de la ferme des Mille vaches, Michel Welter, son directeur, fait les cent pas. Il écoute, tout comme font, de l'autre côté du portail, 160 personnes (selon les autorités), 250, voire 300 (selon les organisateurs). Les orateurs se succèdent sur le plateau d'un camion, transformé en tribune improvisée. La plupart des manifestants sont partis à pied, un peu avant 10 heures, de la salle polyvalente de Drucat- Le Plessiel, pour rejoindre le site de l'exploitation - « l'usine à vaches » -, comme Novissen le répète à l'envi, par des chemins à travers champs. Encore une fois, deux conceptions de l'agriculture s'opposent, sans aucun accord possible, chacun déployant ses arguments. D'abord Francis Chastagner, président de Novissen, qui fustige le lait à bas coût vendu par les Mille vaches à la coopérative belge Milcobel. « Cette usine est le symbole vivant de la surproduction qui tue les petits producteurs », a scandé Francis Chastagner. « C'est une aberration économique de vendre du lait à 20 centimes le litre à 400 km d'ici ». Pour le président de Novissen, « la seule solution, c'est de renouer avec le pâturage ». Il demande « une étude d'impact précise sur les sols, par rapport aux nitrates et aux épandages, sur l'ammoniac, sur les gaz à effet de serre » générés par les Mille vaches...« Les vaches ne doivent pas

être des machines à produire du lait industriel », conclut-il.

« Du lait de merde »

Au tour d'Antoine Jean, présent vendredi pour le blocage et le vidage du camion de lait des Mille vaches, à la frontière belge. Éleveur de la Confédération paysanne, il s'adresse à Michel Welter, qui écoute de l'autre côté du portail : « Vous n'êtes pas un éleveur, vous êtes un imposteur, vous faites du lait de merde ». Il fait le parallèle entre les Mille vaches, qui exploitent « entre 800 et 1 000 bêtes, alors que l'autorisation est à 500 », et le couple de boulangers de Liomer, inquiétés par la justice pour avoir écrit sur un panneau « que leur pain est issu de farine bio, ce qui est vrai. Il y a deux poids deux mesures », fustige-t-il. Ont suivi d'autres interventions, de Karima Delli, eurodéputée Europe Écologie - Les Verts, candidate à la primaire de son parti pour la présidentielle, de Laurent Parsis, maire de Drucat, de François Veillerette, ex-conseiller régional, porte-parole de Générations futures, de Michel Kfoury, président d'honneur de Novissen, de Me Grégoire Frison, avocat de Novissen, etc. Une fois les manifestants partis vers la salle polyvalente de Drucat, où la fête s'est poursuivie, et où Barbara Pompili les a rejoints (lire par ailleurs), Michel Welter a commenté la matinée.

« D'abord, vu leur faible nombre, cela veut dire qu'on fait partie du paysage », a-t-il déclaré. « Ils parlent des odeurs, venez voir, est-ce que ça sent l'ammoniac, les vaches sont-elles stressées, y a-t-il des mouches ? » Sur le prix du lait qu'il vend à Milcobel, il réplique : « En juillet, on était à 230 euros les 1000 litres. On produit de moins en moins de lait dans la Somme, nous, les Mille vaches, nous n'avons fait que maintenir la production », se défend-il.

« Qui pollue le plus ? »

« Une vache, chez nous, produit 33 litres de lait par jour (NDLR, à raison de trois traites quotidiennes). Chez Antoine Jean (NDLR, de la Confédération paysanne), ça doit être 17 litres. Pour produire 100 litres de lait par jour, j'ai besoin de 3 vaches, lui de 6. Quelles sont les vaches qui polluent le plus par rapport à leur production ? Les siennes, puisqu'il en faut le double ! » « On me reproche de vendre mon lait à 400 km », insiste-t-il. « En France, c'est le lait bio qui a le plus mauvais bilan carbone, du fait de l'émiettement des lieux de production. » Qui a raison, au final ? Difficile à dire, mais une chose est sûre, après cette 3e fête anti-Mille vaches, chacun est reparti avec les convictions qu'il avait en arrivant. DENIS DES-BLEDS ■



« Cette ferme doit fermer »

Êtes-vous ici à titre privé ou comme membre du gouvernement? Je suis là parce que j'ai toujours été là, j'ai porté cette lutte contre les Mille vaches depuis le début. C'est le symbole d'une agriculture qui se fourvoie. Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, s'est engagée dans cette lutte. Depuis que je suis secrétaire d'État à la biodiversité, nous avons travaillé à réorienter l'agriculture. Voulez-vous faire fer-

mer les Mille vaches? Il faut arrêter ce genre de fermes, qui tire le prix du lait vers le bas alors que nous sommes en pleine crise. Elle est symbolique parce que c'est la seule de cette taille en France et tout ce qui pourra faire qu'elle n'existe plus sera une bonne chose. D'autres fermes, moins grandes, travaillent sur le même modèle, avec des bêtes qui ne sortent jamais. Le problème, c'est la taille? J'ai rencontré des adhérents

de la FNSEA qui ont de grandes inquiétudes pour l'avenir, qui se rendent compte que le système agricole ne va pas bien. Nous avons contribué à faire avancer la politique agricole commune (PAC) pour enfin favoriser les circuits courts et les petites exploitations, pour faire moins pire qu'avant, si je puis dire. ■



VP8 - CULTURE

Une deuxième saison dans la région pour la série « La Vie devant elles »

Par Sébastien Leroy
sebastienle-roy@lavoixdunord.fr Région. 1Ça raconte quoi, déjà, « La Vie devant elles » ? Lors de la première saison, Alma (Stéphane Caillard), Solana (Alma Jodorowsky) et Caroline (Lily-Fleur Pointeaux) ont 17ans et vivent à Chambries, commune imaginaire du bassin minier, quand leurs trois pères trouvent la mort au fond au cours d'un accident de mine suspect. C'est le point de départ de la série, portée par Dan Franck à l'écriture et mise en scène par Gabriel Aghion (Pédale douce, Absolument Fabuleux...) qui suit le destin des trois jeunes femmes entre désir d'émancipation et pesanteur du milieu. 2Pourquoi ça avait été un succès ? Mi-fresque sociale, mi-romance sur le passage à l'âge adulte d'une génération qui va aujourd'hui sur ses 60ans, la série avait rencontré un beau succès avec en moyenne plus de 3millions de téléspectateurs pour six

épisodes. La recette ? La nostalgie d'une époque qui parle au cœur de cible de France3, les femmes de plus de 50ans, mais aussi une pointe de discours féministe. Et bien sûr les lieux de tournage, personnages à part entière, comme à Bruay-La Buisnière, Haillicourt ou Wallers, qui confèrent à la série un parfum d'authenticité sans tomber dans la reconstitution régionaliste poussièreuse. « On n'aurait pas pu tourner ça ailleurs », dit Gabriel Aghion, très attaché à la vérité qui « ici s'attrape partout, des anciens puits aux locaux CGT ». Un parfum qui doit aussi beaucoup à la présence de figurants du cru qui ont connu les événements relatés. « Pour préparer la première saison, on a passé du temps à parler avec d'anciens mineurs, se souvient Lily-Fleur Pointeaux. C'était un honneur de porter leur histoire, de mettre en valeur tout ce pour quoi ils se sont battus. » 3 À quoi s'attendre pour la saison 2 ? On retrouve les trois jeunes femmes,

trois ans plus tard, dans leur parcours au travers la fin d'une époque. Des mines, l'action se transporte vers la sidérurgie finissante à Denain où a été tournée une partie de la saison. C'est aussi le temps des radios libres qui participent de l'émancipation de la jeunesse. Gabriel Aghion dit avoir ingurgité « des heures d'images d'archives, de témoignages », au point de se demander s'il arriverait à rendre l'émotion sur petit écran. « On parle de la fermeture des mines, la crise de la métallurgie, qui ont encore des conséquences aujourd'hui, avance Stéphane Caillard, alias Alma. À Denain, sur un décor il était écrit Nos enfants ne seront pas des chômeurs. Ce thème est toujours d'actualité. » Le miracle de la saison1 sera-t-il à nouveau là ? Rendez-vous au printemps 2017, avant une saison3, sans doute la dernière, qui nous emmènera du côté de l'arrivée de la gauche au pouvoir. ■



Une Nordiste s'installe dans le PAF

La série de Josée Dayan, Capitaine Marleau, n'est pas tournée dans notre région, et pourtant le Nord y est bien présent. Car le personnage principal, une capitaine de gendarmerie un peu loufoque qui enquête sur des meurtres en milieu rural, est interprété par l'actrice roubaisienne, née à Douai, Corinne Masiero. Elle qui navigue entre télé et ciné, films d'auteurs et comédies grand public, trimbale ici sa grande silhouette, son accent et ses expressions en ch'ti. Avec ses cheveux tressés recouverts

par une chapka et sa chemise à carreaux qu'elle garde même pour faire son footing, capitaine Marleau a un look excentrique et un style qui ne l'est pas moins, cash et décalé. « Où c'qu'elle est la ch'tiote ? » ou « 'tain, ça drache ! », les origines nordistes du personnage sont assumées et Josée Dayan laisse même à la comédienne une petite marge d'impro pour insuffler cette identité au personnage. Attachante, la finaude capitaine Marleau a réussi à emballer le public. La série, qui est adaptée d'un téléfilm de

2014, Entre vents et marées, compte cinq épisodes de 90minutes déjà tournés. Trois ont été diffusés et ont rassemblé environ 4,5 millions de téléspectateurs. Corinne Masiero y est toujours accompagnée d'illustres seconds rôles (Gérard Depardieu, Bulle Ogier, Jean-Pierre Marielle, Victoria Abril, Irène Jacob). Le quatrième épisode sera diffusé demain, à 20h50 sur France3. Marleau enquêtera dans un hôtel de luxe et fera face à Muriel Robin. N.G. ■



VP10 - ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR, RECHERCHE,
UNIVERSITÉS

Le Lilliad Learning Center : un lieu d'études, un lieu de vie

Par Sabrina Khelil villeneuve-d'ascq@lavoixdunord.fr Villeneuve-d'Ascq. Livres à perte de vue, silence de mort, mobilier austère, manque de convivialité... Rares sont ceux chez qui la bibliothèque universitaire n'a pas laissé de souvenirs amers. Mais ça, c'était avant. Le Lilliad Learning Center ouvre une ère nouvelle et réussit l'exploit d'associer espace d'études, innovation et confort. Suivez le guide ! 1 Un espace fonctionnel. Plus besoin de négocier avec le voisin pour recharger ce téléphone à l'autonomie douteuse ou cet ordinateur portable qui ne fonctionne plus qu'en étant sur branché le secteur. Des prises, au Lilliad, il y a en partout. Chaque table de travail en est équipée. Des lampes sont également fixées sur chaque bureau du deuxième étage. Des dizaines d'ordinateurs avec connexion internet sont en libre accès et la WiFi rayonne dans tout le bâtiment. Il est désormais possible d'emprunter et de rendre soi-même l'un des 100 000 ou-

vrages en libre-service grâce à des automates. Plusieurs salles de travail insonorisées ont enfin été aménagées pour y travailler en groupe. 2 Un espace moderne. Avec son mobilier épuré, ses grands murs blancs et ses touches de rouge, le Lilliad Learning Center ferait pâlir certaines galeries d'art contemporain. Mais la modernité des lieux ne se limite pas à son esthétique. Adieu l'ambiance sauna en période d'examen : des stores s'abaissent automatiquement dès que le soleil se montrera un peu trop agressif dans les allées de la bibliothèque. Certaines salles de travail de groupe ont été équipées d'écrans partagés : plus besoin de s'agglutiner derrière un PC pour la préparation d'un exposé. Il est désormais possible pour chaque utilisateur de projeter son travail sur un seul et même écran. Prochainement, une salle sera équipée d'un logiciel de reconnaissance vocale pour accompagner les personnes non-voyantes. 3 Place à la détente ! Le premier étage du Lilliad a été baptisé « espace de sociabilité »,

à juste titre. Côté livres, on y trouve des bandes dessinées, des romans, des ouvrages dédiés à la mode, aux voyages, aux langues du monde. Banquettes et canapés y ont été installés pour décompresser entre les cours. Le bavardage est autorisé. L'espace s'est également doté de quatre Sonic Chair : des sièges connectés qui permettent à leur usager d'écouter de la musique sans casque... et sans déranger son voisin. Enfin, une cafétéria a entièrement été aménagée dans l'enceinte du Lilliad : café, croissants, plats chauds ou froids y sont proposés jusqu'à 20 heures à des prix dérisoires. Aucune obligation de consommer. Il vous est possible de réchauffer votre propre plat dans l'un des micro-ondes mis à disposition. Journaux et magazines y sont en libre consultation. Ouvert du lundi au vendredi de 8h à 20h et le samedi de 9h à 13h. Entrée libre. Inscription pour prêts : 34€. Gratuit pour les demandeurs d'emploi. ■



Les aménagements se poursuivent

À la mi-octobre, le Lilliad Learning Center inaugurera un complexe événementiel doté d'amphithéâtres et de salles de conférences. Cet espace qui devrait séduire le monde de l'entreprise s'appuiera sur une programmation annuelle. C'est en ces lieux que devrait se tenir la Semaine de la recherche et de l'innovation. La rotonde de l'université de Lil-

le1s'apprête en outre à héberger Xperium, une galerie provisoirement installée depuis février 2014 dans l'ancien bâtiment des thèses et présenté à l'époque comme une avant-première de Lilliad. La galerie, qui devrait s'étendre sur 320 m² et que certains surnomment volontiers le « mini-Forum des sciences », propose des parcours pédagogiques, interactifs et ludiques animés par des uni-

versitaires pour une durée de 2h30 à destination des lycéens. Objectif : faire découvrir la science dans sa diversité, et aiguiller les adolescents dans leur orientation professionnelle. Les visites d'Xperium se font obligatoirement sur inscription. Contact pour les visites Xperium : sophie.goetghuluck@univ-lille1.fr ■



Najat Vallaud-Belkacem : « Une loi en novembre, pour un master réformé à la rentrée 2017 »

Les universités « recruteraient » à l'entrée, et non plus en milieu de master. Tous les étudiants de licence auraient « un droit à la poursuite d'études ».

Question : Des tribunaux imposent aux universités d'inscrire en master des étudiants qui les ont saisis. Faut-il une loi pour sortir de cet imbroglio ?

Oui, je pense qu'il faut une loi. Parce que la situation n'est pas satisfaisante, et cela fait quatorze ans qu'elle dure, depuis la mise en place incomplète du dispositif LMD (licence-master-doctorat), en 2002, qui a laissé perdurer l'ancienne sélection qui intervenait à l'entrée en DEA-DESS de façon désormais totalement incohérente au milieu du nouveau master. A plusieurs reprises en 2007, la droite a tenté d'instaurer la sélection à l'entrée en master, comme réponse simple... ou plutôt simpliste à la situation. Ces tentatives ont échoué parce qu'elles ne s'appuyaient ni sur un consensus de la communauté universitaire, ni sur une réflexion d'ensemble.

Question : Où en sont les discussions ?

Depuis plusieurs mois, j'ai souhaité qu'universités, organisations étudiantes et syndicales réfléchissent à nos côtés sur ce sujet. Et les conditions me semblent aujourd'hui réunies pour trouver un équilibre sur un dossier qui a toujours été présenté comme épineux, mais sur lequel il faut que nous avançons, dans deux sens. D'abord, les universités doivent pouvoir recruter à l'entrée en master, et non pas en milieu de master, l'idée étant d'avoir un diplôme conçu

comme un cursus de quatre semestres qui ne s'arrête pas en plein milieu, comme c'est le cas aujourd'hui. Et, en même temps, tout titulaire de licence doit se voir proposer une poursuite d'études en master s'il le souhaite. On ne peut, en effet, pas abandonner les étudiants qui veulent continuer après la licence, alors que ce diplôme ne suffit pas à s'insérer dans le monde professionnel. En travaillant vraiment avec tous les acteurs de la communauté universitaire, on peut parvenir à cette solution équilibrée.

Question : Alors même que la Conférence des présidents d'université (CPU) dit avoir claqué la porte des négociations ?

Oui, c'est possible de trouver un consensus, je le crois vraiment. Et nous continuons bien sûr d'échanger. Toutes les conditions sont réunies, et c'est très rare. Je pense que chacun prendra ses responsabilités.

Question : Sur quels critères se ferait ce recrutement à l'entrée en master ?

C'est l'un des sujets de la concertation en cours. Il faut que ces critères soient objectifs, transparents, fondés sur la motivation, le niveau pédagogique et le projet de l'étudiant. Ce sera aux acteurs de construire ces critères, et nous le ferons avec eux. Mais cette capacité à recruter à l'entrée en master ne me semble pouvoir tenir et faire l'objet d'un consensus que si, par ailleurs, on offre un droit à la

poursuite d'études pour les étudiants en proposant des formations à ceux qui n'ont pas pu être retenus dans les masters demandés.

Question : N'est-ce pas une forme de sélection ?

C'est d'abord et avant tout une organisation cohérente des études, tournée vers la réussite. La bonne orientation des étudiants, la continuité de leurs parcours, la qualité de leur insertion professionnelle, voilà ce qui m'anime et non un souci de « gestion des flux » ou une obsession de faire le tri. Je veux qu'on réforme ce master pour organiser une orientation maîtrisée dans l'intérêt de tous. Les chiffres conduisent d'ailleurs à dramatiser la situation : 74 % des diplômés de licence générale poursuivent déjà leurs études en master et il y a à peu près autant d'étudiants en M1 (164.000 étudiants) qu'en M2 (154.000). Donc, globalement, on ne souffre pas d'un manque de places ni en M1 ni en M2. C'est la bonne orientation et la fluidité du système que nous voulons améliorer. Ceux qui, à droite, plaident pour une sélection pure et simple ne répondent jamais à la question : que deviennent les jeunes recalés ? Doivent-ils arrêter leurs études ? Ce sont quand même des jeunes sur lesquels notre pays a déjà investi pour leur financer trois ans de licence, qui veulent continuer, et dont le diplôme de licence apparaît insuffisant pour trouver du travail. Or, notre pays manque de diplômés de niveau master. On en diplôme

quelque 16 % d'une génération et on produit moitié moins de docteurs par an qu'en Allemagne. Faire le tri, comme le suggèrent les partisans de la sélection pure, c'est donc un luxe que notre pays ne peut pas se permettre. Notre objectif, au contraire, c'est de diplômé 25 % d'une génération au niveau master.

Question : Où s'exercerait le droit à la poursuite d'études ? Un étudiant ayant obtenu sa licence à Brest pourrait-il devoir faire son master... à Strasbourg ?

Au niveau de l'établissement, du site, de la région ? Ce sont des questions en débat. Disons qu'il faudra utiliser au mieux la dynamique de la politique de site. Et donc, cela ne se traduira pas nécessairement par le fait, pour l'étudiant, de devoir aller à l'autre bout de la France. On va faire

en sorte que le droit à la poursuite d'études soit proposé et permis dans le cadre géographique de l'étudiant. Mais la mobilité géographique doit être promue et cela doit passer par un soutien financier pour ceux qui n'en ont pas les moyens.

Question : Le droit à la poursuite d'études doit-il s'organiser autour d'une plate-forme Internet ?

Ce ne sera pas un système qui aura vocation à gérer les vœux des étudiants et les affectations comme « admission post-bac » (APB) peut le faire aujourd'hui. Mais un système dans lequel on trouvera l'information qui manque à beaucoup d'étudiants. Un outil d'information donc et pas d'orientation. On y travaille.

Question : Quand pensez-vous aboutir ?

L'idée est de finaliser une proposition courant octobre avec les différents acteurs, qu'elle puisse être soumise à la communauté universitaire et ensuite, si on trouve l'accord que je souhaite, qu'on puisse enclencher en novembre le processus juridique - avec une loi et un décret - pour que la réforme se mette en oeuvre à la rentrée 2017.

Lire l'intégrale de l'interview sur le-sechos.fr ■

par Marie-Christine Corbier

Najat Vallaud-Belkacem

Ministre de l'Education nationale,
de l'Enseignement supérieur et de
la Recherche



Une réforme attendue depuis 2002

Aujourd'hui, les universités peuvent sélectionner entre la première et la deuxième année.

C'est « un problème que la droite comme la gauche ont ignoré » depuis quatorze ans, regrette Jean Chambaz, le président de l'université Pierre-et-Marie-Curie (UPMC), qui dirige aussi la Coordination des universités de recherche intensive françaises (Curif). Il se réjouit de voir la réforme du master « resurgir », par le biais de négociations que mène le gouvernement depuis fin mai. A droite, l'UDI tentera d'occuper le terrain cette semaine, avec une proposition de loi du sénateur Jean-Léonce Dupont.

La France a fait évoluer son système d'enseignement supérieur autour du LMD (licence-master-doctorat), en 2002. Mais le master n'est jamais devenu le bloc de connaissances et de compétences prévu alors. Pis : il a été scindé en deux, avec une sélection entre la première et la seconde année de master.

Judiciarisation

Les universités se font condamner devant les tribunaux, par des étudiants qui multiplient les recours contre une sélection illégale. Un avo-

cat spécialisé vient même de créer un site Web pour faciliter les démarches juridiques des étudiants. « On ne peut pas vivre sous la menace de la judiciarisation ! » s'agace le président d'une grande université. Le décret de mai 2016, pris après le coup de semonce du Conseil d'Etat, autorise les universités à sélectionner en toute légalité entre M1 et M2 pour certaines formations (40 % des masters). Mais il n'a « rien réglé », selon la Conférence des présidents d'université (CPU). Les recours continuent.

A quelques mois de l'élection présidentielle, Najat Vallaud-Belkacem dévoile (lire ci-dessus) les grandes lignes d'une réforme sur laquelle elle entend recueillir « un consensus » alors que, à droite, « certaines propositions peuvent inquiéter », dit-elle. La ministre de l'Education évite de parler de « sélection », expliquant que sa réforme n'a pour objectif ni de trier ni de laisser sur le carreau les étudiants « recalés ».

Les deux piliers de sa réforme - recrutement à l'entrée en master et droit à la poursuite d'études - sont

censés rassurer les universités, comme les organisations syndicales et étudiantes. Mais le diable se cachera dans les détails des textes.

Les différents acteurs ont une fenêtre de tir de quelques semaines s'ils veulent une loi d'ici à la fin du quinquennat. Ce ne sera pas simple. L'Unef, tancée par la Fage, est très prudente. Tandis que cette dernière, qui s'est beaucoup avancée sur le sujet, ne voudra pas prendre le risque d'un échec. La CPU affirme qu'elle a claqué la porte des négociations. Tout en disant à l'Unef qu'elle a « intérêt à trouver une solution aujourd'hui plutôt que demain si la droite est au pouvoir ». A la Curif, où l'on précise « n'avoir jamais menacé d'arrêter les discussions » - contrairement à la CPU -, on s'interroge sur la recherche à tout prix d'un consensus. « Quand on prend des responsabilités, ce n'est pas pour mettre d'accord tout le monde sur tout, conclut Jean Chambaz. Il faut avoir le courage de faire les réformes nécessaires. » ■

par M.-C. C.



VP14 - RURALITÉ,
DÉVELOPPEMENT DU
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

Deux magistrats en plus en raison de la suractivité liée aux migrants

PAR HÉLÈNE LANCIAL
boulogne@lavoixdunord.fr
BOULOGNE-sur-mer. « Ce n'est pas un luxe ». Pour Xavier Puel, président du tribunal de grande instance, la création de deux nouveaux postes au TGI de Boulogne est clairement liée à la situation dans le Calaisis « et notamment à la lutte contre les réseaux de passeurs ». L'arrivée d'un substitut du procureur supplémentaire au parquet et d'un vice-président au siège porte ainsi l'effectif global à 28 magistrats au siège et dix au parquet. « Ce n'est pas immérité. Ce renfort va nous permettre de faire face aux nombreux dossiers dans de bonnes conditions », a insisté le président avant de rappeler que l'année dernière, deux postes étaient restés va-

cants (deux postes de vice-président, l'un au TGI, l'autre au tribunal d'instance de Montreuil). Au total, onze magistrats ont été installés ce jeudi matin lors de l'audience de rentrée. et neuf d'entre eux sortent tout juste de l'école nationale de la magistrature. « Deux ont d'ailleurs fait le choix de venir à Boulogne qui est une excellente formation pour nos jeunes magistrats », selon le procureur de la République Pascal Marconville (photo de droite), qui a également souligné le turn-over important au tribunal. « Boulogne n'est pas demandé par les magistrats, explique Xavier Puel. À tort puisque les dossiers et les contentieux y sont très intéressants. Nous devons, à l'avenir, faire un effort, pour attirer les magistrats

chez nous. » Le TGI de Boulogne a un effectif qui est aujourd'hui au complet, ce qui n'était pas arrivé depuis des lustres. Les magistrats installés ce jeudi : Au siège : Stéphane Coquerelle, vice-président en charge du TI de Montreuil-sur-mer ; Stéphane Uberti-Sorin, juge ; Ahmed Benslimane, juge des enfants ; Alix Berthier, juge d'instruction ; Étienne Kubica, juge en charge du TI de Boulogne-sur-Mer ; Cécile Barbot, juge d'instruction ; Anna Michaut, juge des enfants ; Vincent Naegelin, juge au parquet ; Philippe Sabatier, procureur de la République adjoint ; Mathilde Campagnie, substitut ; Florian Pappo, substitut. ■



Mur végétalisé : la préfète répond à Natacha Bouchart

Calais. La construction d'un mur végétalisé pour empêcher les migrants de grimper sur des camions à destination de la Grande-Bretagne est maintenue et s'achèvera « avant la fin de l'année », a affirmé ce week-end la préfète du Pas-de-Calais :

« À la fois anti-intrusion et anti-bruit, ce dispositif qui permettra de protéger les riverains des tentatives répétées d'assauts de migrants s'inscrira pleinement dans son environnement en associant des parties végétalisées, striées et alvéolées. »

Jeudi, la maire de Calais, Natacha Bouchart, avait estimé que ce mur « n'avait plus lieu d'être » après l'annonce du gouvernement de poursuivre le démantèlement de la « jungle ». ■



POLITIQUE RÉGIONALE

Une rentrée en forme de bilan pour XB

Un cadre champêtre, des échanges politiques, des frites, de la bière et une ambiance détendue. Nous ne sommes pas à la fête de l'Huma mais bien à Roupy près de Saint-Quentin. Comme chaque année, l'aérodrome a attiré plusieurs centaines de sympathisants de Xavier Bertrand sous l'étendard de la Manufacture, le groupe d'idées qu'il a lancé en 2012. Le mouvement était un peu en sommeil depuis un an. « C'est vrai qu'en 2015 nous nous sommes focalisés à 100% sur les élections régionales », concède le président de Région. Fidèle à sa nouvelle posture de faire de la politique autrement tout en fustigeant les élites parisiennes, il a assuré à ses militants qu'ils « étaient de plus en plus utiles à ses côtés ». « Surtout avec la tournure que prend la campagne pour la primaire », a-t-il ajouté. Une pri-

maire qui, dit-il, il a quitté « sans regret ». Au-delà de son propre camp, il s'en est une nouvelle fois pris au monde politique dans son ensemble. Du FN, « avec qui on ne peut pas bosser », à Emmanuel Macron « dont le bilan prouve que le système politique est dépassé ». Surtout, Xavier Bertrand a voulu mettre en avant son bilan à la tête des Hauts-de-France. Il assure qu'il livrera des chiffres précis début octobre mais assure d'ores et déjà que le plan « 500 000 formations » a déjà pu permettre un retour à l'activité pour 20 000 personnes supplémentaires par rapport à l'année dernière. Selon lui, l'allongement de l'exonération de charges accordé par la Région concerne « 40 000 personnes » et « 18 000 personnes » bénéficient de la prime transport pour aller au travail.

Ni pétard ni champagne

Il promet d'étendre cette prime à partir de janvier à la garde d'enfants. Le nombre d'apprentis serait aussi en hausse sur l'ensemble de la région. « Je ne vais pas non plus claquer des pétards et sortir le champagne », a-t-il poursuivi, « mais ça prouve que quand on se consacre à fond à une chose, ça fonctionne. » Le nouvel homme fort de la région compte multiplier les réunions publiques pour communiquer sur ces résultats et « montrer ce que l'on fait ». Il n'ignore pas que son premier bilan après moins d'un an de présidence sera scruté. « Je sais que je suis attendu sur l'emploi. » Olivier De Saint Riquier ■



Ces candidats prêts pour les élections législatives 2017

Les premiers candidats aux élections législatives, en juin, se font connaître. Investis, ou presque, par leur parti, ils sont déjà dans en pré-campagne. 1Julien Dive, Les Républicains Élu député en mars, suite à la démission de Xavier Bertrand devenu président des Hauts-de-France, Julien Dive (maire d'Itancourt) a été investi par son parti cet été pour les élections 2017. Il n'est pas repassé par la case primaires locales. Cette étape avait été nécessaire en janvier pour départager les multiples candidatures à la succession. Après quelques mois sur les bancs de l'Assemblée, le jeune député semble faire l'unanimité dans son camp. « Je vais continuer mon action parlementaire », déclare-t-il. Dans l'édition du courrier Picard du samedi 3 septembre, Julien Dive précisait : « Je m'investis pour aller jusqu'au bout. » Sous-entendant que cette première

élection n'était que le début. 2 Sylvie Saillard, Front national La conseillère municipale d'opposition, Sylvie Saillard (FN), est prête à se lancer dans une nouvelle campagne. Évincée en mars, elle a d'ores et déjà la pré-investiture de son parti pour le mois de juin. Elle attend la confirmation en décembre. La Saint-Quentinoise a assisté à la rentrée politique de Marine Le Pen à Brachay (Haute-Marne). « Je suis plus déterminée que jamais », s'emporte-t-elle. Elle déclare se présenter en tant que « femme libre et indépendante » et vouloir sortir de « l'hécatombe qui existe au niveau local et national ». 3Michel Magniez, Europe Ecologie Les Verts « Moi, ça m'irait très bien de repartir pour les élections de juin. » Michel Magniez, le candidat d'Europe Ecologie Les Verts à la législative partielle de mars, a pris goût à la campagne. Il est candidat à la

candidature. La désignation se fait au niveau local avec un vote des militants mais aussi au niveau national avec une investiture. « L'objectif est d'avoir des candidats dans toutes les circonscriptions. » Le trentenaire se tient prêt. 4Anne Zanditénas, Lutte ouvrière Dès le mois de juillet, Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte Ouvrière, et Anne Zanditénas, son attachée locale, se disaient prêtes pour les élections. L'une pour la présidentielle et l'autre pour les élections législatives. Là encore, ce ne sera pas un coup d'essai. La section locale du Parti communiste est en cours de réflexion. Une décision pourrait intervenir en novembre. Les échéances législatives de juin n'annoncent pas de renouvellement des têtes de l'élection partielle de mars. ALICE MEUNIER ■



Des candidats du mouvement d'Emmanuel Macron

Les investitures socialistes auront lieu en octobre. « Ce sont des décisions de groupe », précise Carole Berlemont, conseillère municipale (PS). Anne Ferreira, ex-candidate, pourrait bien repartir. « Il nous faudra voir qui est le mieux placé et qui a

envie d'y aller. » Carole Berlemont déclare ne pas y avoir réfléchi pour partir elle-même et Anne Ferreira n'a pas répondu à nos sollicitations. Côté socialiste, les soutiens locaux d'Emmanuel Macron (ministre de l'économie démissionnaire) pour-

raient créer la surprise en se présentant. Emmanuel Mousset ou Mike Plaza ont rejoint le mouvement « En marche ». « Ça me plairait bien, confie Emmanuel Mousset. L'hypothèse n'est pas à exclure. » ■



POLITIQUE NATIONALE

Copé promet la rupture avec la France de 2007 et celle de 2012

Lors de son premier meeting de campagne, le candidat à la primaire a critiqué vivement la gauche et la droite.

DROITE Jean-François Copé a été patient. Peu pariaient sur le retour en politique de l'ancien président de l'UMP, remercié en 2014 au plus fort de l'affaire Bygmalion. « Une affaire où j'ai été lynché, par certains de mes collègues politiques qui pouvaient y trouver quelque intérêt, explique-t-il aujourd'hui. *Blanchi par la justice, je suis toujours là.* » Copé a été patient, aussi, en cette rentrée. Il a attendu le 11 septembre pour tenir le premier grand meeting de sa campagne, au Cannet, chez sa directrice de campagne, la députée des Alpes-Maritimes Michèle Tabarot.

En bras de chemise, quarante minutes durant, Copé va tracer son axe de campagne. « *La France décroche* », explique-t-il et « *nos dirigeants de droite comme de gauche ont préféré ne rien voir, ne rien dire, ne rien entendre* ». « *Le quinquennat de François Hollande restera comme l'un des plus désastreux* », juge-t-il. Mais Copé réserve ses piques les plus acérées à la droite. « *La sincérité m'oblige à dire, hélas, que la droite qui, en 2007, avait promis la rupture, ne l'a pas faite. Elle a reculé. Et c'est ce que les Français à juste raison ne lui ont pas pardonné en 2012.* »

Péché originel, à ses yeux : l'ouverture. « *Je n'ai jamais compris pourquoi, lorsqu'un homme de droite arrive au pouvoir, sa première préoccupation est de séduire les gens qui n'ont pas voté pour lui* », lance-t-il sous les applaudissements. L'ancien patron des députés UMP, qui était en 2012 si réticent à tirer le bilan du quinquen-

nat, ne s'arrête pas en si bon chemin. Il dresse la liste des renoncements de la droite qui « *n'a pas supprimé les 35 heures, l'aide médicale d'État, l'ISF* », qui a mené une « *fausse réforme* » des régimes spéciaux de retraite, qui a « *supprimé la double peine* », « *coupé dans les effectifs de la police et les crédits de l'armée* », qui a « *augmenté de 30 milliards les impôts en 2011* » et qui a multiplié les « *atermolements face à l'islamisme* ».



« Le quinquennat de François Hollande restera comme l'un des plus désastreux », juge Jean-François Copé (ici dimanche au Cannet). Photo : VALÉRY HACHE/AFP

« De fausses promesses »

La charge est rude ? Il l'assume. « *Il n'y a pas d'attaques personnelles, pas de noms d'oiseaux, je ne m'attache qu'au fond*, défend Copé à l'issue de son discours. *Il faut bien à un moment expliquer pourquoi ils ont perdu en 2012.* » « *Ils* », ce sont Nicolas Sarkozy et « *ceux avec qui il a gouverné, François Fillon, Alain Juppé, Bruno Le Maire, Nathalie Kosciusko-Morizet* ». Tous candidats à la primaire et dont Copé va passer les propositions et discours à la moulinette.

Nicolas Sarkozy estime que « *la République recule* » ? « *Ce n'est pas la Répu-*

blique qui recule, ce sont les présidents de la République qui ont reculé et c'est pour ça qu'ils n'ont pas été réélus », répond Copé en martelant son slogan : « *on ne recule plus* ». Ses concurrents veulent avoir recours aux référendums ? « *C'est démagogique et suicidaire. Au moment où on les annonce, on est toujours acclamé et au moment du vote, on est souvent battu. Comme si la leçon du Brexit n'avait pas été comprise* », réplique Copé. Le candidat est particulièrement disert sur la question migratoire. « *Je demande qu'on arrête dans cette campagne de raconter n'importe quoi et faire de fausses promesses* », lance-t-il en moquant ses concurrents engagés dans un « *concours Lépine* ». Il vise notamment Nicolas Sarkozy - cette fois sans le citer - qui a pour projet de suspendre le regroupement familial. Une promesse qui « *suscite toujours des applaudissements en oubliant ou en ignorant que la suspension du regroupement familial est impossible parce qu'elle est contraire à tous les traités internationaux, européens et constitutionnels* », lance Copé. « *Si l'on s'engage là-dedans, on s'engage sur des mois et des mois de bagarres juridiques, comme avec la déchéance de nationalité, et avec le même résultat : l'échec* », prédit-il.

La conclusion est alors toute trouvée. Devant ses partisans, Copé promet de « *faire en 2017 la rupture qu'ils n'ont pas faite en 2007* ». Et les sondages qui le cré-ditent de 1 à 2 % des intentions de vote ne l'effraient pas. « *Voulez-vous voter pour les mêmes qui vous ont déçus hier* ? lance-t-il à la

foule. Regardez les projets : personne, | les propositions pour redresser la | par Jean-Baptiste Garat JB@Figarat
à droite, ne va aussi loin que moi dans | France! » | ■



Sécurité : NKM propose « une troisième voie »

La candidate à la primaire critique « le débat artificiel » qui se joue entre Hollande et Sarkozy.

DROITE Qualifiée pour participer à la primaire de la droite, Nathalie Kosciusko-Morizet dessine l'orientation de sa campagne. Notamment sur les questions de sécurité, qui dominent les débats. « *Aujourd'hui, on a un débat artificiel qui est en train de se développer entre d'un côté François Hollande qui nous dit "moi je suis pour l'État de droit" et de l'autre Nicolas Sarkozy qui nous dit "moi je suis pour la sécurité". Entre ces deux voies, il y a une troisième voie qui est celle d'une proposition républicaine et exigeante* », affirme l'ancienne ministre qui était dimanche invitée du « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro ». NKM dénonce « *la commodité de celui qui met en avant l'État de droit pour justifier tout ce qu'il n'a pas fait, François Hollande, et le discours de celui qui met en avant la magie de l'État d'exception, parce qu'il y a aussi de ça derrière le discours de Nicolas Sarkozy* ».

À ce duel, la chef de l'opposition à Paris oppose sa proposition d'interdire le sala-fisme, qui aurait, dit-elle, le mérite de « *renforcer le droit pour pouvoir renforcer l'État de droit* » en interdisant « *une idéologie de faire prévaloir l'interprétation d'un texte religieux sur les principes fondamentaux de la République* ». Reçue à Matignon le 1^{er} septembre dernier pour en vanter les contours, l'ancienne ministre « *attend* » de savoir si le gouvernement retiendra cette idée. « *J'ai eu le sentiment que Manuel Valls était ouvert à ma proposition* », glisse l'élue.

« Des fausses polémiques »

« *Avec ma proposition de loi, insistez-telle, vous pouvez poursuivre l'endoctrinement, le fanatisme, vous pouvez poursuivre les dérives politico-religieuses, vous avez une base légale pour agir.* » Une méthode qu'elle pense plus efficace que celle défendue par Nicolas Sarkozy qui veut placer les fichés S en rétention administrative. « *Il n'y a pas de base légale pour le faire et vous n'en aurez pas* », rétorque NKM.

Le souhait de Nicolas Sarkozy de faire évoluer le droit du sol ne trouve pas davantage grâce à ses yeux : « *Relancer une polémique, est-ce que vous pensez que c'est résoudre les problèmes? Je ne crois pas.* » « *C'est exactement comme la déchéance de nationalité. Ce sont des trucs symboliques qui accrochent l'oreille et l'opinion mais derrière il n'y a absolument aucune efficacité* », attaque Nathalie Kosciusko-Morizet, qui affirme que Nicolas Sarkozy « *est en train de lancer des fausses polémiques* ». Quand elle ne parle pas de sécurité, Nathalie Kosciusko-Morizet entretient encore sa différence avec l'ancien président des Républicains à l'évocation de l'écologie. Il « *a changé d'avis* », tance-t-elle. « *Je suis bien seule mais je continuerai à défendre notre bilan en matière d'écologie. Je déplore aujourd'hui que tous ceux qui m'ont aidée à le porter lui tournent le dos et le renient. Moi, je n'ai pas changé d'avis* », réplique l'ancienne ministre.



Nathalie Kosciusko-Morizet était l'invitée, dimanche, du « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro ». Photo : F. BUKAJLO/SIPA PRESS/RTL

Celle-ci ne veut pas voir dans les points gagnés par Nicolas Sarkozy dans les sondages un encouragement à sa candidature. « *J'ai parlé à beaucoup d'élus de petites communes. Je crois que les Français n'ont pas envie de revivre le débat de 2012. C'est au-delà d'une question personnelle* », objecte Nathalie Kosciusko-Morizet. Malgré tout, elle l'affirme sans hésiter : elle soutiendra le vainqueur de la primaire, quel qu'il soit : « *Ça me semble évident. Je déplore le fait qu'il faille le rappeler car c'est la règle du jeu. Je n'en fais pas un problème de personnes.* »¹ ■

par Tristan Quinault-Maupoil E@TristanQM



La gauche du PS ressort l'idée d'une grande primaire

Elle n'a quasiment aucune chance d'aboutir compte tenu des fractures de la gauche.

La perspective d'une défaite l'an prochain aidant, l'idée d'une grande primaire de la gauche républicaine est brutalement ressortie des cartons ce week-end à La Rochelle, où l'aile gauche du PS organisait son université de rentrée. Une grande primaire allant de Jean-Luc Mélenchon à, pourquoi pas, François Hollande en passant par les écologistes et les communistes, seule à même de permettre à la gauche d'atteindre le second tour de la présidentielle en 2017. Sur le papier, l'idée fait (presque) consensus. « Si nous allons séparés, nous allons à la catastrophe. La gauche sera effacée de la prochaine élection présidentielle », a averti Christian Paul, député de la Nièvre et l'un des chefs de file des frondeurs du PS. A plus de sept mois du premier tour, la pression monte. « La primaire de toute la gauche, c'est la qualification de la gauche au second tour », a lancé l'ancien ministre Benoît Hamon.

Pour l'instant, la gauche est loin de ce scénario. Le PS a certes mis en route la primaire de la « Belle alliance populaire », mais elle ne suscite des

vocations qu'à la gauche du parti et qu'au sein des micro-partis gravitant autour du PS. Jean-Luc Mélenchon a fait le choix de se présenter de son côté, les écologistes font primaire séparée et les communistes ne prennent pas le chemin de faire primaire commune avec le PS. La gauche aborde l'échéance de 2017 plus divisée que jamais.

Les solutions pour rassembler la gauche divergent. Manuel Valls plaide pour un rassemblement autour de François Hollande. A l'inverse, le « tout sauf Hollande » domine chez la quasi-totalité des partisans de cette grande primaire de gauche. « La primaire doit être la plus large possible. Plus elle est large, plus elle aura des chances de qualifier notre candidat au second tour », plaide pourtant Jean-Marc Germain, proche de Martine Aubry. Mais pour les autres, qui vont des frondeurs du PS aux écologistes et aux communistes, sa candidature n'est même pas envisageable tant, à leurs yeux, François Hollande a trahi la gauche.

Voeu pieux

Ce projet de grande primaire risque donc de ne pas dépasser le stade du voeu pieux. Outre la question du candidat sortant, les points d'achoppement sont nombreux. Impossible de croire que Jean-Luc Mélenchon mettrait soudainement de côté des ambitions présidentielles pour participer à cette primaire et...éventuellement soutenir in fine François Hollande ou Arnaud Montebourg. Incertitude autour de la participation d'Arnaud Montebourg, qui, s'il s'inscrit a priori dans le cadre de cette primaire, attend d'en connaître les règles du jeu avant de prendre sa décision. Dur d'anticiper une réconciliation des composantes de la gauche après les fractures nées de la loi Macron, du projet de déchéance de nationalité et de la loi travail. Pour espérer gagner l'année prochaine, la gauche devra sans doute trouver une autre solution.

De notre envoyé spécial à La Rochelle ■

par Grégoire Poussielgue

